

Questions orales

financiers dans les compagnies qui font le commerce de terrains et de propriétés immobilières?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, la lettre visait à dire aux gens qu'il n'aurait rien à voir avec cet immeuble et les propositions au sujet de M. Teron sont qu'il renonce à ses intérêts dans les compagnies de placements.

M. Harney: Le ministre sait-il que M. Teron a promis dans sa lettre d'envoyer une autre lettre aux démarcheurs parlementaires d'ici quelques mois et le ministre n'est-il pas d'avis que le mot «fidéïcommis», mentionné à la Chambre l'autre jour par le premier ministre, veut tout simplement dire un tour de passe-passe?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LES FINANCES

LES PRÊTS BANCAIRES AUX PETITS COMMERÇANTS, AGRICULTEURS ET PÊCHEURS—L'OPPORTUNITÉ D'UNE NOUVELLE FORMULE D'AVALISATION GOUVERNEMENTALE

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Vu les difficultés où se trouvent depuis quelque temps les banques à charte par suite des taux d'intérêts élevés imposés par la Banque du Canada, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a l'intention de négocier avec les banques une nouvelle formule de subvention gouvernementale et une nouvelle garantie de remboursement des prêts consentis aux cultivateurs, aux propriétaires de petites entreprises et aux pêcheurs?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je ne conviens ni de l'essentiel du préambule ni de la solution proposée. Comme je disais hier, le gouvernement va annoncer sa décision sous peu.

* * *

LES PÊCHES

LES PERTES INFLIGÉES AUX PÊCHEURS DES PROVINCES ATLANTIQUES LORS DE LA TEMPÊTE—LES MESURES D'AIDE ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement et des Pêches. Elle concerne les problèmes qu'ont connus les pêcheurs de la région de l'Atlantique il y a environ deux semaines à la suite de gros orages. Le ministre peut-il nous dire ce que le gouvernement a fait pour déterminer les responsabilités des gouvernements fédéral et provincial à l'égard d'une aide éventuelle et quelle coordination il y a à l'heure actuelle à ce sujet?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement et ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, notre ministère et les ministères provinciaux des Pêches ont tenu des discussions. Nous avons décidé, par exemple, de mettre à la disposition des pêcheurs, à des conditions spéciales, l'attirail de pêche reçu l'année dernière des pêcheurs de saumon, mais d'autres mesures seront également annoncées en temps voulu.

[M. Harney.]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU—LES NÉGOCIATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Expansion économique régionale. Hier, j'ai posé une question au ministre pour savoir si une entente avait été conclue avec les provinces relativement au programme de mise en valeur des ressources en eaux dans le cadre de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies, qui aurait pour effet de concentrer les efforts sur un programme de mise en valeur des ressources en eaux à des fins multiples. Peut-il répondre à ma question aujourd'hui?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je me suis renseigné sur la question du député. Des négociations sont en cours en vue d'aboutir à un accord. Celui-ci n'a pas encore été conclu avec les provinces mais nous leur avons dit clairement en même temps que nous accepterions les demandes individuelles, et j'apprends qu'au moins une a été approuvée et qu'il ne me reste plus qu'à la signer.

M. l'Orateur: La présidence donne la parole au député du Yukon pour une question supplémentaire, au député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe pour une question supplémentaire également, puis nous passerons à l'ordre du jour.

L'APPLICATION DE LA LOI DU MEER AU YUKON ET AUX TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Il se rappellera qu'au comité permanent, il m'a informé qu'il envisageait d'appliquer la loi du ministre de l'Expansion économique régionale aux deux territoires du Nord. Peut-il nous dire maintenant quand cette loi deviendra véritablement une loi nationale applicable au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, ce dont je parlais plus tôt en réponse au député de Mackenzie concernait les puits des Prairies, mais je suppose que c'est un sujet aussi bon qu'un autre pour poser une question. J'ai eu des entretiens avec mon collègue, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi qu'avec un certain nombre d'associations d'autochtones, et ce, en vue d'élargir la base de nos activités comme l'a demandé le député. J'espère qu'il en sortira quelque chose de concret.

* * *

LES PÊCHES

LES PERTES INFLIGÉES AUX PÊCHEURS DES PROVINCES ATLANTIQUES LORS DE LA TEMPÊTE—L'OPPORTUNITÉ D'UN RÉGIME D'ASSURANCE DE PRISE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement et des Pêches et constitue un supplément à la question posée par le député de Central Nova. Étant donné les nombreux dommages causés par la tempête pendant la saison des pêches et vu que le gouvernement n'accorde aucune indemnité, le ministre voudrait-il indiquer à la Chambre quand il annoncera un